

M. Graffey: Il faut que vous vous expliquiez, en effet!

M. Howard: Je m'expliquerai quand j'en aurai envie et ce n'est pas le député qui m'y forcera. Tous les députés savent très bien—le secrétaire d'État aux Affaires extérieures même l'a dit—que tant que la République populaire chinoise sera maintenue en dehors de ces négociations, aucun désarmement unilatéral ou autre ne sera pas possible.

Le gouvernement a constamment refusé de voir la question comme il le fallait. Il s'est constamment aligné sur les États-Unis dans la question de reconnaître la république populaire de Chine, ou la Chine communiste, ou le gouvernement de la Chine continentale, quelle que soit l'étiquette qu'on lui colle. Nous pouvons bien parler de désarmement jusqu'à la fin du monde mais ni l'Union soviétique ni les États-Unis, agissant chacun séparément, unilatéralement, ou après entente, ne pourront conclure un accord ni même s'acheminer vers le désarmement tant que la Chine ne participera pas aux discussions. Un quart de la population mondiale se trouve en Chine. La puissance militaire de ce pays croît constamment. C'est un pays qui a reçu, ainsi nous dit-on, un peu de conseils et d'aide de la part de l'Union soviétique dans certains domaines technologiques. C'est un pays, nous disent les gens qui sont censés être renseignés sur ces questions, qui dans une décennie ou même peut-être avant, sera devenu une puissance nucléaire. Si le gouvernement croit que l'Union soviétique et/ou les États-Unis, séparément ou en vertu d'ententes, vont s'engager dans la voie du désarmement tandis qu'une nation qui compte un quart de la population mondiale, qui est une puissance militaire en pleine croissance et qui est à la veille de devenir une puissance nucléaire, il faut alors admettre que nous avons un gouvernement qui ne s'achemine pas vers le désarmement avec tout l'élan voulu.

Si le gouvernement croyait implicitement et clairement dans la paix et le désarmement, il appuierait le plus possible le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et admettrait le fait que la Chine est une puissance militaire en pleine croissance et une puissance économique, et que cette puissance devrait participer aux entretiens sur le désarmement. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit lui-même que la Chine doit participer à ces entretiens. Pourtant, il fait partie d'un gouvernement qui refuse de prendre toute mesure concrète, définie et ferme en vue de reconnaître ce pays. C'est dans ce sens que je dis que le gouvernement actuel ne donne pas tout l'appui qu'il devrait donner à son secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

[M. Howard.]

C'est essentiellement ce qu'a dit l'honorable député de Burnaby-Coquitlam.

M. Nesbitt: Monsieur le président, vu les observations de l'honorable député de Skeena, je devrais peut-être ajouter en guise d'explication que dans le plan de désarmement présenté devant la commission du désarmement à Genève, il y a environ un an, le plan occidental, dans sa seconde version, envisageait la participation de tous les États militaires importants. Je crois que cela répond assez bien à la question qu'a soulevée l'honorable député de Skeena.

M. Howard: L'honorable député pourrait-il nous dire quelle était la première version de ce plan?

M. Nesbitt: Il faudrait quelque temps pour entrer dans les détails. Il y a eu plusieurs versions. Le plan présenté par l'Ouest à la commission du désarmement l'a été avant que l'Union soviétique quitte la conférence. Ces plans sont dans les dossiers, et l'honorable député ou quiconque s'y intéresse peut facilement les obtenir.

M. Howard: Si vous vous y reportiez, vous contrediriez votre propre thèse.

M. Regier: Je n'ai pas terminé mes observations et je pense que je dois les compléter. J'ai dit que si le présent gouvernement est prêt à tenir les élections, nous serons des plus heureux de lui accorder des crédits provisoires, mais s'il n'en tient pas, il ne mérite pas de recevoir ces crédits.

Je songe en particulier à l'attitude du gouvernement à l'égard de l'impôt sur le revenu. Nous disons qu'il y a de nombreuses échappatoires, toutes bien connues du gouvernement, dans la loi de l'impôt sur le revenu. Nous avons maintes et maintes fois prié le gouvernement de bloquer ces échappatoires, mais il n'en a rien fait. Je parle en mon propre nom et non pas au nom de mon parti, mais j'aimerais qu'on abolisse toutes les déductions pour dons de charité. Je crois que si je veux faire un don à mon église ou à mon organisation de charité préférée, je dois être prêt à le faire sans chercher à en tirer des avantages dont on peut jouir aux termes de la loi de l'impôt sur le revenu. J'ai reçu une foule de plaintes à ce sujet et beaucoup d'éminents Canadiens, hommes responsables, estiment que le Trésor public se fait soutirer chaque année des centaines de millions de dollars à cause de ces concessions-là.

J'estime que le gouvernement a failli à sa tâche et n'est pas digne de recevoir des crédits provisoires. J'estime qu'il a échoué parce qu'il n'a pas protégé suffisamment le Trésor public. Nous prétendons que la loi de l'impôt sur le revenu devrait être modifiée.